



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CONSTELLIUM NEUF BRISACH

USINE DE BIESHEIM
ZIP RHENANE NORD RD 52
68600 Biesheim

Références : 0006700469_2025_06_06_CONSTELLIUM_VIIC_AN25_PFAS
Code AIOT : 0006700469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le suivi de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'eau de l'établissement. Les résultats des campagnes d'analyse imposées par l'arrêté du 20 juin 2023 pour rechercher l'éventuelle présence de PFAS dans les rejets aqueux industriels mettent en exergue qu'une part significative des ICPE émettent des PFAS. Dans la continuité de l'action nationale 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible. Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer/réduire les émissions de PFAS.

Le site de CONSTELLIUM est concerné par l'action compte tenu des flux détectés pour le paramètre AOF uniquement.

Par ailleurs le contrôle a été mis à profit afin de vérifier le suivi des échéances fixées dans le rapport de constat de la visite du 17 juillet 2024 sur la thématique des PFAS et des rejets aqueux du site.

Les référentiels réglementaires utilisés pour le présent contrôle sont :

- l'arrêté Ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation,
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 portant autorisation à la société CONSTELLIUM d'étendre ses activités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Constellium est un groupe mondial spécialisé dans la transformation de l'aluminium, avec près de 12 000 employés répartis sur 24 sites de production. Le site de Biesheim, situé près de Neuf-Brisach dans le Haut-Rhin, est l'un des plus importants du groupe, il a été fondé en 1967, il emploie environ 1 400 personnes. Ce site dispose d'une capacité de production de 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an, principalement destinées aux secteurs de l'automobile et de l'emballage. Il recycle chaque année environ 3 milliards de canettes usagées, contribuant ainsi à une économie circulaire.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Plan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.1.1	Prescriptions complémentaires	1 mois
8	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Prescriptions complémentaires	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
3	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Prévention des disséminations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
7	Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite de contrôle, il a tout d'abord pu être mis en avant la mise en conformité des installations avec les prescriptions contrôlées en écart lors de la visite du 17 juillet 2024. En particulier, il a pu être constaté, l'installation, par l'exploitant, des dispositifs permettant des prélèvements proportionnés au débit pour les points de rejets, conformément aux exigences de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Concernant les éléments relatifs aux PFAS et AOF, les campagnes de surveillance initiales de décembre 2023 à février 2024, et complémentaires, réalisées en avril et novembre 2024, ont permis d'affiner la connaissance des émissions de PFAS et de vérifier l'absence de corrélation entre les flux en AOF (acides organofluorés) et les PFAS mesurés.

Les investigations complémentaires menées par l'exploitant lui ont permis de conclure que les PFAS mesurés dans les rejets du site ne correspondent pas aux PFAS identifiés comme susceptibles d'être présents dans certaines matières premières du procédé de fabrication.

Par ailleurs l'exploitant a démontré que les flux rejetés en PFAS correspondent aux flux mesurés dans les eaux amont au procédé, confirmant que les activités du site n'ont pas d'impact significatif sur les émissions de PFAS.

Cependant, l'exploitant reste un contributeur important pour le paramètre AOF, notamment au niveau de la station FT3. Pour approfondir ses investigations, l'exploitant participe à un programme de recherche mené par l'INERIS pour le compte de la DGPR, visant à vérifier la corrélation ou l'absence de corrélation entre les AOF et les PFAS.

Les mesures prises pour la substitution des produits contenant des PFAS, comme les émulseurs et certains vernis, sont en cours de réalisation.

En conclusion, bien que l'exploitant ait démontré une bonne maîtrise des émissions de PFAS, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est en cours d'élaboration. Ce projet vise à maintenir une surveillance trimestrielle des émissions de PFAS sur une période de deux ans, afin de vérifier dans le temps l'adéquation des hypothèses formulées par l'exploitant et d'assurer une gestion continue et rigoureuse des substances préoccupantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Exigences pour le prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2024
Prescription contrôlée : <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
Constats : <p>Le présent constat s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances de la non-conformité relevée lors de l'inspection du 17 juillet 2024, concernant l'absence de dispositif prévu pour réaliser ces prélèvements proportionnés au débit (pour les points de rejets : station FT3, station DG5/FT1 et station LAC) dans le cadre de mesure réalisée par un prestataire extérieur, que ce soit pour les contrôles externes de recalage, ou d'éventuels contrôles inopinés mandatés par l'Inspection.</p> <p>Le contrôle des rapports des 3 prélèvements réalisés sur les points de rejets précités en date du 6 au 7 novembre 2024, et les constats réalisés sur site pour les points de rejets station FT3 et station</p>

DG5/FT1 (le point de rejet station LAC n'étant pas accessible lors du contrôle sur site suite à un incident procédé), montrent que l'exploitant a mis en place les dispositifs permettant d'asservir au temps les prélèvements réalisés par des intervenants extérieurs.

L'Inspection considère ainsi que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Les campagnes de mesure imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 se sont déroulées durant les mois de décembre 2023, janvier et février 2024. A date du contrôle deux campagnes complémentaires ont été réalisées par l'exploitant sur les mois d'avril 2024 et novembre 2024.

Le contrôle des déclarations réalisé sur les années 2023 et 2024 montre que l'exploitant a bien déclaré dans l'application GIDAF l'ensemble des campagnes de mesures mise en œuvre par ses soins sur les rejets aqueux de ses installations.

Le contrôle des déclarations effectué par échantillonnage par l'Inspection ne montre pas d'anomalie entre les valeurs déclarées et les valeurs présentes sur les bordereaux d'analyse des laboratoires agréés utilisés par l'exploitant pour la réalisation de ses mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux

dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : <p>Sur les différentes campagnes de mesures réalisées (soit 25 échantillonnages) sur l'échantillon prélevé le 15 février 2024 a montré la présence d'Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) à hauteur de 0,38 µg/l.</p> <p>Les concentrations mesurées sont inférieures à la valeur réglementaire de 25 µg/L.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/09/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
Constats : <p>Le présent constat s'inscrit dans le cadre du suivi de la demande de justificatif formulée par l'Inspection dans le rapport de la visite de contrôle du 17 juillet 2024. Une demande de justificatif avait été formulée par l'Inspection, considérant que le travail de recherche sur les matières premières n'était pas pleinement abouti, à la lumière des résultats acquis en substances PFAS dans certains rejets aqueux du site (sans démonstration étayée de l'origine de certaines molécules dans les eaux amont). Il appartenait ainsi à l'exploitant de continuer son travail d'investigation afin, d'une part, de pouvoir corrélér efficacement l'identification des substances perfluoroalkylées présentes dans ses rejets avec soit les eaux prélevées en amont du procédé, soit les produits engagés susceptibles de générer des flux de PFAS dans les rejets aqueux.</p> <p>Ainsi, lors du contrôle, l'exploitant a été en mesure de présenter une liste des produits et substances présents dans ses installations ou ayant été utilisés et contenant des PFAS. Cette liste a été établie par l'analyse des Fiches de Données de Sécurité et des sollicitations auprès des fournisseurs des 67 produits qu'il utilise sur son site.</p>

La liste établie par l'exploitant fait état de 8 substances ou mélanges contenant des PFAS. Sur ces 8 produits, à la date du constat et selon les déclarations de l'exploitant, deux produits ne sont plus présents sur le site :

- le lubrifiant « SOLVERT 70 » qui n'est plus acheté et remplacé par un lubrifiant « RENOCLEAN MVS 6014 » qui ne contient pas de PFAS (d'après les données du fournisseur),
- les émulseurs utilisés dans le cadre de la lutte contre l'incendie (UNISERAF AF 22) ont été envoyés pour traitement le 24 avril 2025. L'exploitant a été en mesure de fournir les Bordereaux de Suivi des Déchets de cette opération d'élimination, et ils ont été remplacés par les émulseurs de marque « BIOEX », de modèle « ECOPOL », sans PFAS (d'après les données du fournisseur).

La répartition des présences de produits contenant des PFAS sur le site se fait comme suit :

- Vernis 314.019 (RH106) et 310.461 (RH342) : contenant le PFAS PTFE (n°CAS 9002-84-0),
- Lubrifiant SYNTOCHAINE (07983114NH) : contenant le PFAS (E)-1,3,3,3-Tetrafluoropropène (n°CAS 29118-24-9),
- Vernis RH130 (10070659) et RH148 (10058452) : contenant les PFAS PTFE (n°CAS 9002-84-0) et PFOA (n°CAS 335-67-1),
- Extincteur de marque DESAUTEL, modèle de recharge EX-1/0230160 : d'après les données recueillies par l'exploitant (confirmées par le contrôle de la fiche technique du produit), ces recharges contiennent des PFAS à chaîne courte contenant 6 carbones. Les molécules susceptibles d'être présentes ne sont pas spécifiées (l'exploitant, sur demande de son fournisseur, n'a pu obtenir les éléments sous couvert du secret de fabrication). Il est cependant précisé que les PFAS présents ne sont ni des PFOS, ni des PFOA.

Sur le site, lors du contrôle par échantillonnage des zones d'emploi et de stockage des émulseurs, il a pu être constaté le remplacement des anciens émulseurs contenant des PFAS par une nouvelle gamme sans PFAS (d'après les données du fournisseur). Les conditions d'emploi et les substitutions projetées pour les autres produits sont détaillées dans les points de contrôle suivants.

Il a par ailleurs pu être vérifié, sur la base des éléments d'investigation transmis par l'exploitant :

- résultats d'analyse complémentaire d'avril et novembre 2024,
- caractérisation et comparaison des flux amonts et aval (bilan matière), que les PFAS mesurés dans les différents points de rejets du site ne correspondent pas aux PFAS identifiés comme susceptibles d'être présents dans certaines matières premières du procédé de fabrication. Les différents produits listés ci-avant ne sont pas susceptibles de générer une contamination massive des eaux de procédés (cf. les constats détaillés ci-après). Les flux rejetés en PFAS correspondent aux flux mesurés dans les eaux amont au procédé (eaux souterraines). Il a pu être contrôlé, sur la base des études hydrogéologiques du site, que les mesures qui ont été réalisées en amont sont en dehors de l'influence des activités du site. Enfin, la présence d'AOF n'est en l'état pas corrélée aux émissions en PFAS. L'exploitant a engagé une étude sur ce point (corrélation PFAS et AOF) afin de mieux appréhender et comprendre les émissions importantes en AOF de ses installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les émulseurs, l'Inspection invite l'exploitant à réaliser des analyses permettant de confirmer l'absence de PFAS dans les produits de remplacement utilisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme abordé dans les points de constat précédents et à la lumière des résultats obtenus lors des trois campagnes initiales (décembre 2023, janvier et février 2024), l'exploitant a mis en œuvre des campagnes complémentaires afin d'affiner sa connaissance sur les émissions de PFAS dans ses rejets industriels et de pouvoir éventuellement démontrer une corrélation ou une absence de corrélation entre le paramètre AOF et les PFAS mesurées. L'objectif de ces campagnes complémentaires était également de pouvoir statuer de manière étayée sur la contribution des eaux amont à la pollution en PFAS retrouvée dans les rejets du site.</p> <p>Les campagnes complémentaires réalisées en avril 2024 et en novembre 2024 ont été effectuées de la manière suivante (mesures en fluorures, 20 PFAS et AOF) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur le point de rejet externe n°1, dénommé RRE, constitué des eaux pluviales et des eaux de refroidissement des installations, • sur le point de rejet externe n°2, dénommé « ST Cass », constitué des eaux à caractère industriel du site (uniquement lors de la campagne complémentaire de novembre 2024), • sur le point de rejet interne de la station BREF, • sur le point de rejet interne de la station LAC (uniquement lors de la campagne complémentaire de novembre 2024), • en entrée et sortie du point de rejet interne de la station FT3, • en entrée (uniquement lors de la campagne complémentaire de novembre 2024) et sortie du point de rejet interne de la station DG5, • des mesures ont également été réalisées sur un ensemble de puits et de piézomètres en amont de ses installations (pour la campagne de novembre 2024). Il s'agit en particulier des puits PU1, PU2, PU3, PU4, PU5, PU6, PU7 et PU8, et des piézomètres PZ-Est, PZ-Est bis, PZ-Ouest, PZ-Ouest bis et PZ14. <p>Il ressort en synthèse de ce plan de surveillance complémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que pour les rejets au Rhin via le point de rejet externe n°1, aucun PFAS n'a été quantifié à la LQ définie par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. De la même manière, les AOF n'ont été quantifiés que lors d'une des cinq campagnes en janvier 2024 (8,5 µg/l pour un flux calculé à 290 g/j),

- que pour les rejets au Rhin via le point de rejet externe n°2, aucun PFAS n'a été quantifié à la LQ définie par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. De la même manière, les AOF n'ont été quantifiés que lors d'une des cinq campagnes en janvier 2024 (2,2 µg/l pour un flux calculé à 0,0242 g/j),
- que le rejet interne BREF participe aux émissions pour le paramètre AOF lors de l'ensemble des campagnes de mesures. Les flux émis pour ce point varient de 0,0556 g/j à 1,782 g/j,
- qu'aucune mesure en PFAS n'atteint le seuil de quantification défini par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 pour le point de rejet interne BREF,
- que le rejet interne DG5 participe aux émissions pour le paramètre AOF lors de deux des cinq campagnes réalisées (en janvier et novembre 2024). Les flux émis pour ce point varient de 0,45 g/j à 2,576 g/j,
- qu'aucune mesure en PFAS n'atteint le seuil de quantification défini par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 pour le point de rejet interne DG5,
- que le rejet interne FT3 participe aux émissions pour le paramètre AOF lors de l'ensemble des campagnes de mesures. Les flux émis pour ce point varient de 0,372 g/j à 162,4 g/j,
- qu'une mesure en PFAS (pour le paramètre PFOS) dépasse le seuil de quantification défini par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 pour le point de rejet interne FT3 lors de la campagne de février 2024,
- qu'en l'état actuel des connaissances et des limites des méthodes analytiques, il n'y a pas de corrélation évidente entre le flux en AOF et les flux en PFAS mesurés dans les rejets des installations,
- qu'au-delà des seuils de quantification définis par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, des PFAS sont retrouvés sur l'ensemble des points de rejets internes de l'établissement et sur le point de rejet n°1, mais que ces PFAS sont également quantifiés dans les eaux alimentant les procédés et les rejets (eaux souterraines),
- que le bilan de matière réalisé par l'exploitant lors de la dernière campagne de mesure de novembre 2024 montre que les eaux entrant dans les procédés de fabrication (mélange d'eaux de forage) contribuent à la présence de PFAS dans les rejets des installations, et que les rejets associés à ces alimentations ne sont pas impactés par une contribution du procédé de fabrication.

Après contrôle des éléments fournis par l'exploitant dans le cadre de ces investigations (contrôle de cohérence entre les valeurs fournies et les valeurs reportées dans les outils de comparaison et d'explication conçus par l'exploitant), l'Inspection rejoint l'exploitant sur son analyse. Il convient cependant d'acter par voie d'arrêté préfectoral la mise en œuvre de la surveillance aux points de rejets et de prélèvements du site dans le but de vérifier dans le temps l'adéquation des hypothèses formulées par l'exploitant en matière d'origine des PFAS et AOF et les résultats sur des campagnes avec un nombre plus conséquent pour l'analyse du retour d'expérience.

Il est à noter que, dans le cadre de ses investigations complémentaires, l'exploitant a été en mesure de démontrer en l'état l'absence d'impact de ses activités sur les émissions de PFAS de ses installations. Concernant le paramètre AOF, il reste un contributeur important, et notamment le point de rejet de la station FT3. Afin de continuer à investiguer, l'exploitant participe à un programme de recherche mené par l'INERIS pour le compte de la DGPR. L'objectif de ce programme est de pouvoir vérifier la corrélation ou l'absence de corrélation entre les AOF et les PFAS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 6 : Prévention des disséminations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

Constats :

En complément des constats explicités dans les points de contrôle précédents, l'Inspection s'est attachée à vérifier sur site, par échantillonnage (et uniquement pour les vernis dans l'atelier DG5 et les émulseurs), les conditions d'emploi et de stockage de certains produits afin de vérifier la maîtrise des émissions ou de la dissémination de PFAS dans l'environnement.

Concernant les émulseurs : D'après les éléments figurant dans les dernières versions de l'étude de dangers et le POI des installations, ainsi que les constats réalisés sur site, les réserves d'émulseurs sont réparties comme suit :

- situés au niveau du dépôt incendie :
 - 400 litres sur remorque émulseur,
 - 440 litres dans le fourgon,
 - 160 litres dans le VPI (Véhicule de Première Intervention),
- prépositionnés devant la zone de stockage des vernis :
 - 1000 litres dans la remorque émulseur,
- situés au sein de l'atelier de laminage à froid (LAF) :
 - 2000 litres en réserve (en fûts de 200 litres).

Les constats réalisés sur site quant aux conditions de stockage montrent que l'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires à la prévention des disséminations dans l'environnement (stockage dans des contenants fermés, sur rétention). Cependant, le contrôle de l'adéquation des volumes des rétentions n'a pas été réalisé.

Concernant les vernis employés dans l'atelier DG5 : Pour rappel, les vernis identifiés par l'exploitant comme contenant des substances perfluoroalkylées sont les suivants (selon les éléments transmis par l'exploitant) :

- RH106 (n°314.019) : vernis à base solvantée, il est stocké en citerne à l'extérieur des installations. Le vernis est transporté jusqu'à l'atelier (centrale de préparation) par des tuyauteries aériennes et enterrées,
- RH342 (n°310.461) : vernis à base solvantée, il est stocké sur l'aire de stockage des vernis en extérieur, en fûts de 200 litres (contenant 130 litres de produit). Les produits sont apportés par chariots jusqu'à l'atelier (centrale de préparation),
- RH148 (n°10058452) : vernis à base solvantée, il est stocké sur l'aire de stockage des vernis en extérieur, en conteneur de 950 kg. Les produits sont apportés par chariots jusqu'à

- l'atelier (centrale de préparation),
- RH130 (n°10070659) : vernis à base d'eau, il est stocké sur l'aire de stockage des vernis (dans le bâtiment couvert où sont stockés les vernis à base d'eau), en conteneur de 1050 kg. Les produits sont apportés par chariots jusqu'à l'atelier (centrale de préparation).

Le contrôle sur site a porté sur la vérification de l'absence, dans les zones de stockage, dans le local de préparation et dans l'atelier, d'avaloirs ou d'effluents aqueux générés par l'activité associée au fonctionnement des installations de la ligne VB5. Ainsi, aucun regard n'a été constaté au sein des zones contrôlées, et aucun effluent de procédé n'a été identifié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

Prescription contrôlée :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable

Constats :

Dans le cadre des constats réalisés ci-avant, il a pu être mis en évidence la présence sur site de produits contenant des PFAS utilisés dans divers secteurs de l'installation (notamment dans la production et la sécurité incendie). Il a également été mis en évidence les mesures prises par l'exploitant pour limiter, à ce jour, la dissémination de ces molécules dans l'environnement. Dans le cadre du présent point de contrôle, l'Inspection s'attache à décrire les mesures prévues par l'exploitant en vue d'appliquer le principe de précaution mentionné dans la prescription contrôlée.

Concernant les vernis utilisés au sein de l'atelier DG5 : Lors du contrôle, l'exploitant a explicité qu'il était en phase de test industriel pour la substitution du vernis RH106 par un vernis sans PFAS. Plus largement, pour les autres vernis concernés, l'exploitant a pour objectif de substituer les produits contenant des PFAS par des produits sans PFAS. Les calendriers d'exécution ne sont pas fixés pour le remplacement des trois vernis restants, car ils dépendent des opportunités de solutions techniques qui s'offrent à l'exploitant (en fonction des avancées des étapes de recherche et développement). Il est à noter que, comme détaillé dans les points de contrôle précédents, ces produits ne sont pas en contact avec des effluents industriels.

Concernant les émulseurs (et comme mentionné dans certains points de contrôle ci-avant) : L'exploitant a déjà procédé à la substitution des anciens émulseurs contenant des PFAS par des émulseurs sans PFAS, selon les informations fournies par le fournisseur. Sur site, les points de stockage et d'utilisation listés dans le point de contrôle précédent ont été contrôlés. Il n'a pas été constaté (via l'affichage des produits sur les contenants) de présence d'émulseurs du modèle UNISERAL AF22, uniquement l'émulseur de substitution (ECOPOL). Par ailleurs, comme mentionné dans un des points de contrôle précédents, l'exploitant a pu présenter les Bordereaux de Suivi des

Déchets émis en date du 24 mai 2025, montrant l'élimination des anciens émulseurs en filières déchets.

Compte tenu des processus engagés et des constats réalisés au point de contrôle précédent quant à la maîtrise de la dissémination dans l'environnement des produits contenant des PFAS sur site, il n'apparaît pas, en l'état, opportun pour l'Inspection de faire application des dispositions de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement en vue de prescrire, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, les mesures envisagées par l'exploitant pour, à terme, réduire les produits contenant des PFAS présents sur son site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

À la lumière des constats détaillés précédemment, l'Inspection propose, afin de garantir le respect des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, qui stipule que :

Extrait de l'article L. 181-3 : « L'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, selon les cas. »

de prendre, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, les mesures nécessaires pour maintenir, pendant au moins deux ans, une surveillance trimestrielle des émissions de PFAS dans l'environnement.

À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est actuellement en élaboration et sera prochainement soumis à l'exploitant pour examen contradictoire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 1 mois